

BRÈVES

LOGEMENTS AADL
3 700 souscripteurs
exclus depuis 2001

Après plus de 9 ans d'attente, les souscripteurs aux logements Aadl, en 2001, espèrent toujours voir leur rêve se concrétiser. Ils sont au nombre de 3 700 pour la plupart des cadres moyens, à prendre leur mal en patience. Toutes les démarches et recours initiés par ces derniers sont restées lettre morte. Leur transfert vers la formule Aadl/Cnep est assimilé à « un prétexte fallacieux à leur exclusion des listes de bénéficiaires ». Leur désarroi a été exacerbé par les sorties médiatiques du ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, faites en avril dernier. Les arguments relatifs à la rareté du foncier et le changement de critères entre 2001 et 2010, évoqués par le ministre n'ont pas convaincu les protestataires. Les souscripteurs sollicitent l'intervention du président de la République afin que les services concernés procèdent à la prise en charge de leurs doléances.

M. B.

MÉDÉA

Plusieurs foyers
d'incendies
enregistrés

Plusieurs foyers d'incendies ayant détruit d'importantes superficies agricoles et forestières ont été enregistrés, durant les trois derniers jours, au centre et au nord-est de la wilaya de Médéa, a indiqué hier la Protection civile. Ainsi, durant la journée du 4 juillet, une récolte de neuf quintaux de blé et d'orge a été totalement détruite lors d'un incendie qui s'est déclaré au niveau d'une exploitation agricole située au lieudit Ouled Benyckhef, dans la commune de Bouchraïh, tandis qu'un second incendie, localisé à Ouled Guellate, commune de Berrouaghia, a provoqué la destruction de six hectares de cultures céréalières et de broussailles. Cette dernière fait écho, d'autre part, de la perte de pas moins de 1 740 arbres fruitiers, lors d'un violent incendie survenu, lundi dernier, au lieudit Redjaïmia, dans la commune de Tablat, où il a été déploré également la destruction de quinze hectares de couvert végétal.

MOHAMED BOUFATAH

Les entrepreneurs algériens et des membres de leurs familles sont de potentielles victimes d'enlèvement par des terroristes. Pourtant, elles n'ont pas recours à l'assurance contre cet aléa. Cela n'a même pas été fait au plus fort du terrorisme même si, selon nos sources, certains avaient proposé l'idée. Les Occidentaux ont, eux, trouvé la parade. Avec l'émergence des assurances enlèvement. Les souscriptions restent confidentielles. Mais de plus en plus de grandes sociétés le font pour leurs collaborateurs et représentants à l'étranger. Selon les experts et de nombreux observateurs, on se dirige de fait vers un mécanisme

AU QUATRIÈME JOUR DU KIDNAPPING D'UN COMMERÇANT

La mobilisation ne faiblit pas à Fréha

LA DISCRÉTION entoure une éventuelle négociation entre la famille de la victime et les ravisseurs.

AOMAR MOHELLEBI

La population de Fréha continue à se concerter afin de décider des nouvelles actions à entreprendre dans le but d'obtenir la libération d'un des leurs. Au quatrième jour du kidnapping de l'entrepreneur de 33 ans, la population des Ath Jennad à laquelle s'est jointe celle d'Ath Ghobri, continue à soutenir la famille du séquestré ainsi qu'à se concerter afin de trouver les voies qui permettraient le dénouement de cet événement. Ainsi, nous avons appris que la mobilisation citoyenne s'est poursuivie encore hier et avant-hier. Dans la nuit de mardi à mercredi derniers, les représentants de la population se sont encore retrouvés une nouvelle fois et ils ne se sont quittés qu'après 23h30. A Fréha, tout le monde est inquiet quant au sort de l'otage. Jusqu'à hier en fin de journée, aucune nouvelle n'avait encore filtré au sujet de la victime. C'est la coordination de la daïra d'Azazga de l'Union générale des commerçants et artisans algériens qui a réagi hier suite au kidnapping de l'un de leurs collègues. Cette dernière a rendu public un appel dans lequel on pouvait lire : « Suite au kidnapping de notre collègue et frère commerçant de Fréha, Lounès Ibarar, en solidarité avec sa famille



La population ne veut pas céder au chantage

et ses proches, l'Union générale des commerçants et artisans algériens-coordination d'Azazga demande à tous les commerçants une fermeture d'une heure entre 11h et 12h. » Les représentants de cette association rappellent dans leur communiqué que la victime est atteinte d'une maladie grave et qu'elle n'a pas les capacités physiques qui pourraient l'aider à résister.

La même organisation a appelé l'organisation à une marche pacifique de soutien et de solidarité au niveau du chef-lieu de la commune de Fréha afin de demander le

retour de l'entrepreneur chez les siens, sain et sauf. Quant à l'existence des tractations entre les ravisseurs et les membres de la famille du séquestré, il nous a été difficile d'avoir la version réelle des faits tant une discrétion totale entoure ce sujet, compte tenu de la sensibilité de l'affaire. Une information circule quant à un éventuel coup de fil reçu par un membre de la famille de la victime. Une rançon de trois milliards de centimes aurait été demandée, mais il s'agit d'informations que les membres de la famille de l'otage ont refusé de confirmer.

La même discrétion entoure les décisions qui auraient été prises ces deux derniers jours par les représentants des comités de village des communes de Timizart et de Fréha. En revanche, une cellule de crise a été mise en place et c'est à cette dernière qu'échoit la mission d'effectuer le suivi de cette affaire délicate. A Fréha-Ville, tous les citoyens prient pour que l'otage revienne vivant parmi les siens. D'autant plus que c'est la première fois qu'un tel événement touche cette région relativement paisible.

Le sit-in observé avant-hier, mardi, au chef-lieu de la commune de Fréha, devant le siège de l'APC, témoigne de l'impact qu'a eu l'appel à la mobilisation initié par les comités de village ainsi que de la sympathie dont bénéficie Lounès Ibarar auprès de la population de la région. L'élan de solidarité s'est étendu jusqu'aux régions d'Aghrib, Timizar, Azeffoun et Azazga. C'est l'imam du village qui a été chargé par les comités de village de prendre la parole afin de lancer un appel aux ravisseurs pour libérer l'otage. Les actions en question ont été l'occasion pour insister sur la nécessité de demeurer pacifique dans la réaction initiée par les habitants de Fréha et de Timizart. La mobilisation citoyenne se maintiendra jusqu'à la libération de l'otage, apprend-on. A. M.

LE GSPC DANS SES DERNIERS RETRANCHEMENTS

30 terroristes éliminés en quelques jours

MALGRÉ l'offre du Mali, l'Algérie n'a toujours pas entrepris de traquer les terroristes dans ce pays.

IKRAM GHIOUA

Plus de trente terroristes ont été neutralisés en quelques jours lors de plusieurs opérations militaires supervisées par des cadres de l'Armée nationale populaire. Certaines régions sont particulièrement concernées par ces interventions. Il s'agit de celles où le Gspc continue d'activer, notamment au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou qui constitue l'un des plus importants fiefs de cette organisation terroriste dirigée par le sinistre Abd El Malek Droukdel alias Abou Mossaab Abd El Ouadoud.

Selon des sources sécuritaires, jusqu'à l'été 2009, au moins 300 terroristes, scindés en petits groupes, écumaient encore les maquis de ces régions et dont la mobilisation s'étalait jusqu'aux massifs montagneux de la wilaya de Boumerdes. Néanmoins, les mêmes sources soulignent que ce chiffre a été revu à la baisse et le Gspc branche présumée d'Al Qaïda au Maghreb aura connu des pertes considérables. C'est selon toute vraisemblance, la raison qui a contraint le n°1 du Gspc à revoir son dispositif sur le terrain surtout depuis que la population de Kabylie s'est

engagée ouvertement et spontanément à combattre cette vermine aux côtés des forces de sécurité. En effet, cette organisation qui s'est vendue à Al Qaïda d'Oussama Ben Laden, a misé sur le Grand Sud, mais la tâche, selon une source sécuritaire très au fait du dossier de la lutte antiterroriste, ne sera pas facile. On apprend que les Touareg de la région sont prêts, à leur tour, à prendre les armes contre cette bande de criminels. Il est vrai que le Gspc aura trouvé une certaine complaisance avec les réseaux de trafic en tout genre. Il n'en demeure pas moins que l'adhésion des tribus touarègues dans cette lutte, va rendre la vie impossible aux terroristes. Nos sources ont souligné que des mesures draconiennes viennent d'être entreprises par les forces de sécurité pour traquer cet ennemi en plein Sud, cependant, sans prendre le risque de s'aventurer dans un territoire en dehors de ses frontières. L'Algérie n'ira donc pas chasser Al Qaïda au-delà de ses frontières. D'abord, c'est pour une question de souveraineté et d'intégrité des pays voisins et ensuite, pour la simple raison que l'Algérie n'aurait jamais accepté qu'on vienne agresser son territoire. En revanche, l'Algérie tient selon nos sources, à respecter ses engage-

ments envers ses voisins en appliquant à cours et à long termes le processus d'échange de renseignements et en somme, une collaboration étroite dans la lutte antiterroriste. Des aides matérielles devraient satisfaire le Mali en premier lieu, un pays appelé désormais à réfléchir à l'instauration d'une paix sans faille avec le mouvement démocratique et l'introduire dans la lutte antiterroriste.

Cela pour dire que la déstabilisation du contexte sécuritaire dans le Sud algérien vise, à ne pas en douter, à rendre la circulation des contrebandiers et réseaux de trafic de drogue, d'armes et de munitions plus fluide dans la zone du Sahel devenu depuis 2007 une région de prédilection pour Al Qaïda.

Les forces de sécurité algériennes avec une expérience incontestable, acquise même dans la douleur, ne comptent en aucun cas baisser les bras, alors qu'elles sont très proches du but, à savoir l'anéantissement définitif de la nébuleuse. Unités spéciales, forces hélicoptères sont à pied d'œuvre dans le Grand Sud.

L'assassinat des 11 gardes-frontières est une raison de plus pour intensifier la lutte antiterroriste. I. G.

EXCÉDÉS PAR LES DEMANDES DE RANÇONS D'AL QAÏDA

Les Occidentaux s'assurent contre les kidnappings

DES ASSURANCES contre les enlèvements sont souscrites au profit des collaborateurs des sociétés étrangères.

MOHAMED BOUFATAH

Les entrepreneurs algériens et des membres de leurs familles sont de potentielles victimes d'enlèvement par des terroristes. Pourtant, elles n'ont pas recours à l'assurance contre cet aléa. Cela n'a même pas été fait au plus fort du terrorisme même si, selon nos sources, certains avaient proposé l'idée. Les Occidentaux ont, eux, trouvé la parade. Avec l'émergence des assurances enlèvement. Les souscriptions restent confidentielles. Mais de plus en plus de grandes sociétés le font pour leurs collaborateurs et représentants à l'étranger. Selon les experts et de nombreux observateurs, on se dirige de fait vers un mécanisme

d'assurance privé pervers. Cela est d'autant plus vrai que ce type d'assurance au demeurant très coûteux, ne peut être évidemment pris par des gens modestes. Ce dispositif risque d'être une aubaine inespérée pour les groupes terroristes affiliés à Al Qaïda. Actuellement, Al Qaïda au Maghreb prospère à l'ombre des rançons versées par les Occidentaux pour la libération des otages. Le nouveau mécanisme ne manquera pas d'aiguiser l'appétit d'Al Qaïda.

Les terroristes de cette nébuleuse agissant au Sahel détiennent présentement encore des otages européens. Dans le même ordre d'idées, ces activistes d'Aqmi sous-traitent avec des intermédiaires à qui leur livrera un otage occidental. Au moment où l'on exige de criminaliser le versement des

rançons au profit des terroristes, certains pays européens comme la France, ont préféré négocier pour la libération de leurs compatriotes. Le cas le plus édifiant a été celui de la libération de quatre terroristes par l'Etat malien en échange de l'otage Pierre Camatte, citoyen français. D'ailleurs, les activités privilégiées par Aqmi depuis ces trois dernières années sont les raptés de touristes étrangers avec versement de rançon. Aqmi a établi ses bases au Sahel depuis plusieurs années et se livre essentiellement à l'accompagnement rémunéré des convois de trafiquants de drogue.

L'argent de la drogue et des otages sert au financement du trafic d'armes à destination des maquis du nord de l'Algérie.

Avec les millions d'euros que leur rap-

portent les rançons des otages occidentaux libérés, ils peuvent recruter et se procurer des armes de guerre.

Sur un autre plan, un projet de loi soumis à l'Assemblée nationale française prévoit que l'Etat peut exiger le remboursement de tout ou partie des dépenses qu'il a engagées ou dont il serait redevable à l'égard de tiers à l'occasion d'opérations de secours à l'étranger.

Au Sahel, les deux compagnons de l'humanitaire espagnole, Alicia Gamez, libérée en mai dernier, sont toujours retenus prisonniers. Le 21 février dernier, le quotidien espagnol *El Mundo* avait affirmé que l'Espagne aurait accepté de verser 5 millions de dollars à Aqmi pour la libération de trois otages. M. B.